



► [Plar](#)
 ► [List](#)
[d'info](#)

[NOTI](#)
[PORT](#)

Notre association | Les "infos" | Les médias | Les journalismes | Des ressources

RECHERCHER VOUS ÊTES ICI : > [Les médias](#)
SUR LE SITE

L'état des médias en 2005 en France : L'année la plus noire ... (SN

Voir aussi

Publié le jeudi 12 janvier 2006

► [Communiqués](#)

► [Snj-cgt](#)

Un communiqué du SNJ-CGT (*Acrimed*)

[Même rubrique](#)

• [Sommet de l'information : Vers un monde meilleur ou le « meilleur des mondes » ?](#) - 24/11/2003

En France, 2005 aura été l'année la plus noire pour les médias depuis c'est-à-dire depuis l'adoption des ordonnances de 1944 sur la pres

• [Le divertissement pour occuper l'humanité surnuméraire](#) - 27/10/2002

L'année a été marqué par la poursuite effrénée des concentrations presse écrite et dans l'audiovisuel ou chez les opérateurs de télécommunications et de diffusion, l'entrée des industriels et des dans le capital des grands quotidiens nationaux, des fonds de plac fonds de pension dans les entreprises de presse en difficulté, la fer titres et de chaînes, le « dégraissage » des rédactions, les atteintes contre l'indépendance des journalistes, les perquisitions dans les r au domicile des journalistes, les dérapages, la priorité donnée au t l'information « people » ou aux faits divers plutôt qu'au social et l transformation des médias dominants en autant d'instruments part propagande, notamment pendant la campagne du référendum sur l constitutionnel européen ou avec les faits et gestes du ministre de (voir ci-dessous).

Ces événements graves se sont déroulés dans une atonie incompré la majorité des formations politiques démocratiques, donnant l'im d'avoir capitulé face aux nouveaux maîtres des médias ou oublié c engagements antérieurs de « soustraire l'information à la dominati l'argent ».

Les atteintes à la liberté d'informer ont été si nombreuses et ont pa inéluctables sous la pression de l'économique, qu'elles ont semblé Mais quand la banalité atteint un tel degré, c'est que les esprits on gravement anesthésiés par la propagande ultralibérale.

Que l'information soit devenue une marchandise comme les autre interpellé les démocrates ; que les médias soient quasiment tous a libéralisme antisocial et des financiers avides de rentabilité à deux en cause la crédibilité de l'information et, par voie de conséquenc

journalistes.

Les nombreuses luttes dans les rédactions, différentes dans leurs fins, s'opposent au nouvel ordre des choses, ont montré que, dans leur grande majorité, les journalistes aspirent à informer autrement et à libérer l'information. Mais, seuls, ils sont insuffisamment armés.

La lutte pour une information complète et pluraliste est un combat démocratique et pas seulement d'une catégorie professionnelle.

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à le rejoindre pour imposer une information pluraliste et citoyenne dans chaque rédaction et dans tous les médias, au service exclusif des citoyens. Il appelle la profession à la résistance et à dénoncer toutes les atteintes à l'intégrité de l'information, à s'opposer à tous les traitements partiels des faits, à imposer une véritable hiérarchisation de l'information, à ne plus accepter les diktats du marketing, de publicité ou à la mesure d'audience.

C'est par la lutte au quotidien que les organisations syndicales de journalistes retrouveront l'autorité suffisante pour interpeller les organisations politiques et les élus du peuple pour les contraindre à agir.

Rappel des principaux événements en 2005

Quotidiens nationaux

- *Le Monde* : 10 janvier, la direction annonce l'arrêt du *Monde international* (après celle d'Aden le 22 décembre 2004), 27 salariés, dont 21 pigistes licenciés ; le 8 mars, la Société des rédacteurs vote à 63,5 % des voix pour le rachat de Lagardère dans le capital.

- *Libération* : 20 janvier, annonce de l'entrée de Rothschild dans le journal ; le 11 novembre, grève du personnel et, après une motion de défiance, J. J. de démissionner.

- *France-Soir* : 27 octobre, Ramy Lakah se déclare en cessation de travail.

- *Le Parisien* : 17 mars, licenciement de Jacques Espérandieu, 85 journalistes votent une motion de défiance contre la direction ; 5 septembre, lancement du supplément économie, réalisé en partie par des agences de communication et dont certains exemplaires sont imprimés en Espagne.

Presse régionale

- *La Voix du Nord* - Nord-Elair : 30 août, annonce de la vente du groupe (compris la chaîne locale, Canal 9) au groupe belge Rossel.

- *Ouest-France* : 28 octobre, Bercy donne son feu vert au rachat de la Socpresse (Le Courrier de l'Ouest, Presse Océan, Le Maine Libre, Le 7 et Angers 7)

- *Centre France* : 22 septembre, le groupe de la Montagne annonce la suppression de postes sociaux au Berry *Républicain* (50 emplois supprimés sur 95)

- *Lyon Capitale* : 23 août, le Progrès cède son hebdomadaire à un

capital - développement, Evolem, lequel licencie son directeur en grève des personnels en décembre. Evolem s'est déclaré, depuis, en défaut de paiement.

Presse magazine, professionnelle et spécialisée

- Socpresse : 23 novembre, le groupe belge Roularta prend 35 % de L'Express - L'Expansion ; auparavant, Dassault avait nommé Ruc à la présidence du conseil de surveillance. 14 mars, annonce de la Paris-Turf et Week-end au fonds d'investissement Montaigne Privé
- Groupe Aprovia : janvier, le groupe GISI (L'Usine nouvelle), co-gestionnaire de fonds de placement, annonce la suppression de 25 % de ses effectifs. Kearney rend publique son calcul de la « productivité » des journaux du groupe.
- *Marianne* : 7 septembre, Yves de Chaisemartin (ex-Socpresse et fonds américain Carlyle) entre dans le capital à hauteur de 25 % le 6 juin, arrêt de *Oh là*.
- Roularta : 21 octobre, le groupe belge rachète les actions de A no détenues par France-Antilles (Philippe Hersant), après avoir pris le Studio et pris 15 % du capital de Cyber Press Publishing.

Radio

- Europe 1 : 8 avril, Jérôme Bellay s'en va ; il est remplacé par Jean Elkabach.
- Radio France : 4 avril, début d'une longue grève des techniciens
- Bleu : 3 octobre, les radios locales en grève.
- Sud Radio : 1er juin, annonce de la vente (avec Wit FM, Bordeaux) au groupe SudPorters (Alouette, Scoop, Ado FM et Vibration), dirigé par Philippe de Villiers.

Télévision

- France télévisions : 6 juillet, nomination de Patrick de Carolis à la présidence. 8 juin, grève à France 3 Ouest pour protester contre la vente de locales ; 4 décembre, dernière diffusion de Mon Kanar sur France 3
- Chaîne internationale : 30 novembre, signature de la convention de coopération France télévisions, TF1 et le gouvernement ; 9 décembre, nomination d'Alain Pouzilhac (ex-PDG d'Havas), à la direction de la future chaîne.
- TNT : 31 mars, début de diffusion en France, le service public n'est pas en concurrence avec les chaînes contre plus de 20 au privé.
- TV5 : 6 avril, nomination de Jean-Jacques Aillagon à la tête de la chaîne. On ferme : 31 août, arrêt de Match TV, 18 octobre, lancement de France 3
- Directives : 13 décembre, publication du projet de la nouvelle directive sur la télévision sans frontière, autorisant de nouvelles coupures publicitaires
- Divers : 7 décembre, annonce de la fusion des bouquets de chaînes de télévision par TPS par CanalSat, après accord entre les quatre grands groupes TF1, Vivendi Universal et Lagardère.
- Chaînes locales : 3 novembre, deux nouvelles chaînes locales sont créées aux grands groupes, TV7 Marseille (Hachette et AB) et téléGrenoble

Antilles).

Agences

- AFP : 17 novembre, démission de M. Eveno, PDG.
- Hachette Filipacchi Photos : 7 décembre, nomination de M. Eveno à la présidence.

Distribution

- Kiosques de Paris : 26 septembre, la concession est cédée par la presse à une filiale d'Hachette.

Principales atteintes à la liberté des journalistes

- 13 janvier : Perquisition dans les rédactions du *Point* et de *l'Equipe* au domicile de plusieurs journalistes, à propos d'une enquête sur le dopage et le cyclisme.
- 17 mars : licenciement de Jacques Espérandieu, *Le Parisien*, en raison de son engagement avec sa direction sur le traitement de l'information.
- 28 avril : Un reporter-photographe travaillant pour *20 minutes* est empêché de travailler par les policiers alors qu'il s'apprêtait à prendre des photos lors d'un tabassage de lycéens à l'occasion d'une manifestation à Lille.
- 2 mai : Censure d'un article, retiré du site Internet de RFI, à propos de l'affaire du juge Borrel assassiné à Djibouti.
- 24 mai : Deux policiers de Brest arborent des brassards de reporter-photographe sur le stade de Brest pour prendre des clichés de supporters.
- 15 mai : Photo truquée à *Sud-ouest* d'un homme arborant un « N » sur son tee-shirt.
- 24 août : Perquisition au domicile de Blurette Dupin, journaliste à France Bleue Auxerre, pour avoir réalisé un reportage d'une mère congolaise, menacée de reconduite.
- 8 octobre : La direction de l'AFP communique des photos du tabassage d'un policier par des salariés de la SNCM à Bastia sans « flouter » leur visage.
- 15 octobre : Publication d'une série de quatre articles dans *Ouest-France* Bretagne face à ses démons, rédigés par la préfecture.

Montreuil, le 10 janvier 2006

Acrimed, 17 avenue des Sycomores - 93 310 Le Pré Saint Gervais. Tel : 06 21 21 21 21
acrimed@wanadoo.fr

Site hébergé par samizdat.net, réalisé avec [Spip](http://Spip.org) et optimisé pour [Firefox](http://Firefox.org).
Conception graphique [Aris Papathodorou](http://Aris.Papathodorou.com), révisions techniques [Pm Thibaut](http://Pm.Thibaut.com)

[Plan du site](#) - [Administration](#) - 